

Formulaire de demande de subvention en immobilier d'entreprises

Arceau
Beaumont-sur-Vingeanne
Beire-le-Châtel
Belleneuve
Bèze
Bézouotte
Blagny-sur-Vingeanne
Bourberain
Champagne-sur-
Vingeanne
Charmes
Chaume-et-Courchamp
Cheuge
Cuiserey
Dampierre-et-Flée
Fontaine-Française
Fontenelle
Jancigny
Lacey-sur-Vingeanne
Magny-Saint-Médard
Mirebeau-sur-Bèze
Montigny-Mornay-
Villeneuve-sur-Vingeanne
Noiron-sur-Bèze
Oisilly
Orain
Pouilly-sur-Vingeanne
Renève
Saint-Maurice-sur-
Vingeanne
Saint-Seine-sur-Vingeanne
Savolles
Tanay
Trochères
Viévigne



Ce formulaire de demande d'aide doit nous être retourné complété, daté et signé et accompagné de l'ensemble des pièces justificatives suivantes :

- ☐ Une lettre de demande de subvention signée par une personne habilitée ;
- ☐ Un organigramme de la structure ;
- ☐ Un extrait K-bis, registre du commerce, registre des métiers ou avis INSEE ;
- ☐ Un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal ;
- ☐ L'estimation des biens à acquérir et/ou les devis de travaux à effectuer (se référer au formulaire de demande de subvention);
- ☐ Le plan de financement à 3 ans,
- ☐ Les autorisations d'urbanisme (permis de construire ou déclaration préalable de travaux) et plans,
- ☐ La liste des concours financiers et/ou subventions en nature en provenance de toute collectivité publique dont le demandeur a bénéficié au cours des trois dernières années, et notamment le montant des aides de minimis déjà perçues ;
- ☐ Les bilans, comptes de résultat des 3 dernier exercices clos ;
- ☐ Les comptes de résultats prévisionnels et bilans prévisionnels à 3 ans;
- ☐ Une attestation sur l'honneur précisant que le demandeur est en situation régulière à l'égard de la réglementation, notamment fiscale, sociale et environnementale.

Votre dossier doit être adressé à la Communauté de communes Mirebellois et Fontenois, par mail ou par voie postale :

- s.poullette@mfcc.fr
- Communauté de Communes Mirebellois et Fontenois, 8 Place général Viard, 21310 Mirebeau-sur-Bèze

La communauté de communes se réserve la possibilité de vous demander tout document supplémentaire permettant d'apprécier la pertinence de votre projet.

Un accusé de dépôt de dossier complet vous sera adressé suite à l'instruction du dossier. Il vaut autorisation d'engagement des dépenses mais ne vaut pas octroi de la subvention, il ne constitue pas un engagement à financer l'opération.

Si vous engagez des dépenses avant la réception de cet accusé, vous rendrez votre opération inéligible aux subventions de la Communauté de communes.

En cas d'évolution de votre projet, vous vous engagez à porter à connaissance auprès du service concerné de l'EPCI, toutes les modifications et incidences sur l'opération dans un délai de 15 jours.



Identification du demandeur et du projet	Dénomination de l'entreprise :	
	Appellation d'usage (le cas échéant) :	
	Nom et Prénom du représentant légal :	
	Fonction au sein de la structure :	
	Adresse complète de la structure :	
	Coordonnées téléphoniques :	
	Coordonnées mail :	
	SIRET et code NAF pour une entreprise :	
	Statut juridique (SA, SARL, EURL, micro-entreprise, ...)	
	Effectifs (en équivalent temps plein) : Effectif consolidé si groupe d'entreprises :	
	Historique de l'entreprise :	
	Activité détaillée :	
	Principaux produits et savoir-faire de l'entreprise (technique, commercial, ...), nature de la sous-traitance :	
Stratégie à moyen terme :		



Description du projet

Nom du projet :

Contexte (préciser la nature du projet) :

Objectifs fixés :

Effets attendus sur l'emploi (création-maintien, typologie des emplois concernés) :

Effets attendus en matière de développement durable sous ces 3 composantes : sociale, environnementale et économique (le cas échéant) :



Informations relatives au projet	Localisation du projet :	
	Territoire couvert par le projet :	
	Date prévisionnelle de début du projet :	
	Date prévisionnelle de fin du projet :	
	Liste des dépenses envisagées pour mener à bien le projet :	

Budget prévisionnel du projet	Type de dépenses	Montants	Recettes (précisez l'origine du financement*)	Montants
	TOTAL dépenses	0,00 €	Total recettes	0,00 €

*(Autofinancement publics ou privés, aides publiques, ...)

COORDONNEES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL L'AIDE DEVRA ETRE VERSEE

Veuillez indiquer ci-après les coordonnées du compte bancaire choisi pour le versement de cette aide et joindre obligatoirement un RIB :

IBAN	
BIC	



Aides de minimis	Je soussigné _____ (représentant légal de la structure : nom, prénom et qualité) représentant de _____, entreprise unique au sens de la définition figurant à l'article 2.2 du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, déclare :			
	☐ n'avoir reçu aucune aide de minimis durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration,			
	☐ avoir reçu, les aides de minimis listées dans le tableau ci-dessous, durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration :			
	Date d'attribution de l'aide de minimis :	Objet : (intitulé de l'opération)	Format de l'aide (subvention, prêt, garantie, avance remboursable...)	Montant de l'aide (€) de minimis : (montant indiqué sur la décision attributive de l'aide)

Les aides de minimis constituent une catégorie particulière d'aides publiques pour les entreprises. Les pouvoirs publics qui allouent des aides de minimis ont l'obligation d'informer les entreprises bénéficiaires du caractère de minimis des aides attribuées. Le montant maximum d'aide de minimis est de 200000€ par entreprise unique sur 3 exercices fiscaux. Si vous avez reçu une aide de minimis, cette aide a dû vous être notifiée par courrier par l'autorité publique attributaire (Etat, collectivités locale, établissements publics, ...)

Engagements du demandeur :

J'atteste sur l'honneur :

- Avoir pris connaissance du règlement d'intervention économique en matière d'immobilier d'entreprises de la Communauté de communes Mirebellois et Fontenois,
- Que le projet pour lequel je sollicite une subvention n'a pas fait l'objet d'un commencement d'exécution,
- L'exactitude des renseignements figurants dans ce dossier.

Je m'engage :

- A informer la Communauté de communes de toute modification intervenant sur ma structure, sur l'opération décrite ci-dessus ou sur tous documents fournis au dossier,
- Quand la subvention me sera notifiée, à communiquer sur les aides versées par la Communauté de communes par le biais des moyens de communication à ma disposition,
- A accepter tout contrôle de la part de la Communauté de communes quant à l'utilisation de la subvention.

Fait le : _____, à _____

Signature du représentant légal
et cachet de la structure

